

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Septembre 2022

Les données disponibles pour les neuf premiers mois de 2022 portent la marque du ralentissement généralisé de l'activité économique mondiale sous l'effet notamment des perturbations au niveau du commerce extérieur occasionnées par la guerre de la Russie en Ukraine et par un niveau d'inflation jamais vu depuis plusieurs décennies entraînant un durcissement des politiques monétaires et des conditions de financement.

Sur le plan national, outre les effets de la détérioration de la conjoncture mondiale, l'environnement est marqué par l'attentisme en relation avec les mesures exceptionnelles en vigueur depuis juillet 2021 et par un climat social tendu.

De surcroît les perspectives pour la croissance pour les années 2023 et 2024 ne sont guère favorables tant au niveau international qu'au niveau national.

Il en ressort comme l'explicitent les développements qui suivent une décélération de la croissance, un faible niveau d'investissement, une forte remontée de l'inflation et de fortes tensions au niveau de la balance des paiements extérieurs et de la dette extérieure.

1. La production : Une reprise qui marque le pas sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale

Durant le deuxième trimestre de l'année en cours, la croissance économique s'est établie à 2,8% en rythme annuel, après une progression annuelle de 2,4% enregistrée au premier trimestre 2022.

En termes de variations trimestrielles, le produit intérieur brut PIB en volume du deuxième trimestre 2022 s'est toutefois contracté de 1% par rapport au trimestre précédent.

Pour le reste de l'année la croissance sera affectée par l'évolution de l'activité économique mondiale qui subit un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. Selon les perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en octobre, la crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. La croissance mondiale devrait ralentir de 6,0 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023. Il s'agit du profil de croissance le plus morose depuis 2001,

Pour la Tunisie, le FMI table sur une croissance de 2.2% pour l'année 2022 ce qui signifie un ralentissement de la croissance aux troisième et quatrième trimestres sachant que la croissance a été de 2.4% et 2.8% respectivement. Ceci est corroboré par la croissance négative de 1% enregistrée au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent.

2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage se stabilise après le pic du 3^e trimestre 2021

Les statistiques de l'INS sur l'emploi et le chômage pour le troisième trimestre de 2022 ne sont pas encore disponibles. |

Les données pour le deuxième trimestre ont été analysées dans la note de conjoncture T2 du FIKD. Elles font ressortir notamment que ;

- Le taux de chômage ressort à 15.3% au deuxième trimestre de l'année 2022 contre 16.1% au premier trimestre. Cette baisse est due essentiellement à la baisse de la demande d'emploi
- Le repli du taux de chômage est plus marqué pour les hommes (13.1% contre 14.1% au T1) que pour les femmes (20.5% contre 20.9% au T1).
- Pour les personnes actives âgées de 15 à 24 ans, 37.2% sont au chômage au deuxième trimestre de l'année 2022, contre 38.5% au premier trimestre de cette année.

3. L'investissement, continue à se situer suivant un faible palier

Pour les neuf premiers mois de 2022, les principaux indicateurs relatifs à l'investissement ne font pas apparaître une évolution significative de l'investissement.

Les importations de biens d'équipement, importante composante de l'investissement, augmentent modérément de 14.1% aux prix courants au cours des neuf premiers mois, à un taux inférieur à celui enregistré durant la même période de 2021 de 17.8%.

Pour les intentions d'investissement dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement, les dernières statistiques disponibles à fin juin 2022 font ressortir une baisse 20.5% de l'investissement déclaré dans le secteur industriel et une progression des services de 4.8 % durant le premier semestre de 2022.

La baisse des déclarations dans l'industrie a pour origine principalement l'industrie mécanique et électrique (-10.9%), l'industrie des matériaux de construction et de la céramique (-48.5%), l'industrie chimique (-64.6%) et l'industrie agroalimentaire (-20.2%).

Les Investissements Directs Etrangers, un autre indicateur important sur la perception du climat d'investissement, ont augmenté de 12.1% durant les neuf premiers mois de 2022 selon les statistiques sur les paiements extérieurs de la BCT.

Cette augmentation est due principalement à la progression dans les services. Les statistiques publiées par FIPA, disponibles à fin mai 2022, montrent une hausse de la valeur des investissements dans les services de 225.8%. Cette augmentation est due essentiellement à une opération d'augmentation du capital d'une banque.

L'évolution de l'investissement devient plus préoccupante du fait du nombre croissant d'opérateurs étrangers qui quittent la Tunisie dont des opérateurs exerçant dans le secteur énergétique et dans le secteur pharmaceutique qui estiment que le climat d'investissement est de moins en moins favorable.

4. L'inflation : La tendance haussière observée en 2021 s'accroît

Au mois de septembre 2022, l'inflation poursuit sa tendance haussière en augmentant pour atteindre le taux de 9,1% après 8,6% en août. Cette progression est expliquée essentiellement par l'accélération du rythme des hausses des prix des produits alimentaires de 13 %, des prix du groupe « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ainsi que des prix des biens et services de transport à 8,3% contre 8,1% en août.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 9,4% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 10,4%, des produits de l'habillement de 10% et des produits d'entretien courant du foyer de 9,1%.

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) augmente à 7,3% après 7,1% le mois précédent. Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 10,4% sur un an. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 5,2%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 15,4% contre 0,5% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Cette tendance haussière est induite par certains facteurs extérieurs dont notamment l'augmentation de la demande dans les marchés internationaux surtout après la crise sanitaire accentués par les effets de la guerre en Ukraine qui a engendré une augmentation des cours du pétrole. Les prix du blé ont également explosé en raison du poids de la Russie et de l'Ukraine dans la production mondiale de blé : (30% environ). Mais l'effet de ces facteurs sur l'inflation demeure relativement limité compte tenu de la compensation

Les pressions inflationnistes demeureraient donc actives en raison de facteurs internes qui amplifient actuellement les pressions sur les prix à la consommation. En particulier, la faiblesse du potentiel de production de l'économie face à une demande progressive constitue une source de tension inflationniste qui pourrait soutenir les effets haussiers importants provenant de l'extérieur

A l'échelle mondiale et selon les prévisions du FMI d'octobre 2022, l'inflation mondiale bondira de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024. La politique monétaire continuera de s'employer à rétablir la stabilité des prix et la politique budgétaire doit s'attacher à atténuer les pressions sur le coût de la vie.

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 10,0% en septembre 2022, contre 9,1% en août selon une estimation publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'énergie devrait connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (40,8%, comparé à 38,6% en août), suivie de l'alimentation, alcool & tabac (11,8%, comparé à 10,6% en août),

5. Les échanges commerciaux sont marqués par la hausse des importations et le creusement du déficit commercial

Durant les neuf mois de l'année 2022, les exportations ont enregistré une hausse de +25,8% contre +22% durant les neuf mois de l'année 2021 mais nettement inférieure à l'augmentation des importations qui ont enregistré une hausse de +35% contre +21% durant les neuf mois de l'année 2021. De la sorte le solde commercial s'établit à -19240 MD contre -11974,3 MD durant les neuf mois de l'année 2021 et le taux de couverture a perdu 5 points par rapport à la même période de l'année 2021.

Neuf premiers mois en MD	2020	2021	2022	2021/20	2022/21
Exportations	25 737.0	33 607.5	42 285.1	22. 0%	25.8%
Importations	37 673.4	45 581.8	61 525.1	21.0%	36.0%
Déficit commercial	10 136.5	11 974.3	19 240.0		
Taux de couverture	73.1%	73.7%	68.7%		

L'augmentation observée au niveau des exportations concerne les produits énergétiques qui ont augmenté de +84%, les mines, phosphates et dérivés de +72,1%, les industries agro-alimentaires de +32,1%, celles des textiles, habillement et cuirs de +21,9% et celles des industries mécaniques et électriques de +13,5% qui enregistrent toutefois un ralentissement après le rebond enregistré en 2021 comme le montre le tableau suivant :

Accroissement (en %)	Neuf mois 2021	Neuf mois 2022
Industrie agro-alimentaire	-11.2	32.1
Textile habillement et cuir	15.2	21.9
Industrie mécanique et électrique	30.0	13.5
Mines, phosphate et dérivés	57.7	72.1
Energie	35.6	84.0
Total exportations	22.0	25.8

L'augmentation des importations provient de la hausse enregistrée au niveau des importations de l'énergie (+100,8%), des matières premières et demi-produits (+37%) essentiellement due à la hausse des prix mondiaux du pétrole, des produits alimentaires et des matières premières. Les importations de biens de consommation essentiellement destinées à la réexportation et des biens d'équipement enregistrent en revanche des augmentations relativement modérées comme le montre le tableau suivant :

Accroissement en %	Neuf mois 2021	Neuf mois 2022
Energie	4.8	100.8
Matières premières et demis produits	31.2	37.0
Alimentation	12.3	39.9
Biens de consommation	21.8	13.4
Biens d'équipement	17.8	14.1
Total importations	21.0	35.0

Le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -12197, le déficit de la balance énergétique s'établit à -7042,7 MD (36,6% du déficit total) contre 3331,6 MD durant les neuf mois de l'année 2021 (27.8% du déficit global).

Le déficit de la balance commerciale est expliqué en grande partie par le déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (-6643,8 MD), la Turquie (-3019,3 MD), l'Algérie (-2537,3 MD), la Russie (-2037,3 MD), l'Italie (-1728,3 MD) et l'Espagne (-747,4 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays principalement avec la France (3175,5 MD), l'Allemagne (2176,5 MD) et la Libye (1322,2 MD).

Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie risque de se creuser davantage, étant donné la hausse des cours des matières premières importées et des fluctuations des prix des hydrocarbures qui seraient de nature à accentuer les pressions du côté des importations alors que les exportations subiraient l'effet de la contraction prévisible de l'activité économique mondiale.

6. La situation de la balance des paiements est soumise à des tensions liées à l'environnement international.

Les données de La BCT sur les paiements extérieurs, disponibles pour les huit premiers mois de 2022, font ressortir la poursuite de l'aggravation du déficit courant qui s'est élevé à 5,8% du PIB au cours des huit premiers mois de 2022 contre 3,6% un an auparavant, en raison de l'aggravation du solde

commercial (-10,1% du PIB contre -6,6% à fin août 2021) et ce en dépit de la bonne tenue des revenus du travail et des recettes touristiques.

En MD	Huit mois 2021	Huit mois 2022	Evolution
Recettes touristiques	1 462.1	2 662.7	56.6%
Revenus du travail	5 906.1	6 709.5	14.7%

Le niveau des réserves de change s'est établi à 23.848 MDT (ou 112 jours d'importations), le 29 septembre 2022, contre 23.313 MDT ou 133 jours au terme de l'année 2021.

L'envolée des prix internationaux des produits de base et de l'énergie, la baisse des flux de touristes russes (ayant généré des recettes de 800 MD en 2021), la contraction de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie et le climat d'incertitude, en l'absence de la prise de toute urgence des mesures appropriées, seraient de nature à aggraver le déficit de la balance des opérations courantes.

De même, le retard dans la conclusion du nouvel accord de financement avec le FMI, la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie et la hausse des taux d'intérêt résultant du durcissement des politiques monétaires dans les pays occidentaux rendraient encore plus difficile la mobilisation des ressources de financement requises à de bonnes conditions.

7. Le budget de l'Etat continue à être soumis à de fortes pressions

Les dernières statistiques disponibles sur l'exécution du budget de l'Etat pour les six premiers mois, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat (+ 15.1%), notamment, des recettes fiscales (+15.4%) et des dons (813.4 MD contre 44.3 MD durant la même période de 2021) et une hausse plus faible des dépenses (+9.1%), entraînant une baisse du déficit budgétaire à 471 MD durant les six premiers mois de 2022 contre 1503 MD durant la même période de 2021.

En MD	Six mois 2021	Six mois 2022	variations (En %)	Rappel loi des finances 2022	
Ressources de l'Etat	16 818.0	19 323.3	22.2	38 618	15.1
-dont :					
Recettes fiscales	14 687.7	17 471.9	19.0	35 091	15.4
Dépenses de l'Etat	117624.6	18 980.7	7.7	45 166	9.1
-dont :					
Dépenses d'intervention	3 592.0	4 051.9	12.8	14 267	13.4
Dépenses d'investissement	1 415.4	1 520.2	7.4	4 183	-6.7
Solde budgétaire hors privatisation	-1 908.9	-470.8		- 9 308	

L'augmentation des recettes fiscales se localise notamment au niveau des impôts sur les sociétés (17.6%) de la TVA (+14.6%) et des droits de douane (+ 27.0%).

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note notamment une augmentation des dépenses d'intervention de 14.3%, localisée essentiellement au niveau des carburants (1025 MD contre 200 MD durant la même période de 2021) du fait du renchérissement des produits énergétiques causé par la crise russo-ukrainienne. Le pétrole a été acheté à une moyenne de plus

101 \$ le baril contre 75 \$ prévus par la Loi des finances 2022. Ceci a amené le gouvernement à décider, à deux reprises, l'augmentation des prix de vente des carburants à la pompe. Une troisième augmentation a été décidée

Pour ce qui est du financement du déficit budgétaire, les réalisations des six premiers mois ont été marquées par l'augmentation des emprunts extérieurs de 17.1% pour se situer à 5 276 MD mobilisés notamment sous forme d'appui budgétaire, dans le cadre de la coopération bilatérale, auprès de l'Union Européenne et auprès d'Afreximbank (2089 MD).

Les crédits intérieurs ont enregistré en revanche une baisse de 769 MD d'une période à une autre (3 345 MD contre 4114 durant les six premiers mois 2021).

Pour le reste de l'année, les besoins de financements seront nettement plus élevés que prévu. En effet sur la base d'un prix moyen du baril de 100 dollars pour l'année 2022 et du fait de l'appréciation du dollar américain (+ 14%), des charges financières additionnelles au niveau du budget estimées à 3500 milliards de dinars seront enregistrées.

Pour la caisse générale de compensation, la hausse des prix des produits céréaliers se traduira par des charges additionnelles estimées à 1,3 milliard de dinars, à comparer à la charge initialement prévue au budget de l'Etat de 2,2 milliards de dinars.

Le retard dans la conclusion d'un accord de financement avec le FMI, conjugué avec la poursuite de la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie par les agences de rating ont entravé la mobilisation des ressources de financement requises aussi bien dans le cadre de la coopération bilatérale que multilatérale. Il en est résulté des difficultés dans l'exécution du budget de l'Etat et surtout une forte augmentation des engagements de l'Etat vis-à-vis des entreprises notamment celles exerçant dans les secteurs subventionnés.

L'accord de principe a été conclu entre le gouvernement tunisien et le FMI, au niveau des services, sur les politiques et réformes économiques qui seraient appuyées par un nouvel accord de 48 mois au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC), pour lequel une facilité de 1,9 milliard de dollars est sollicitée. L'accord final sur le programme sera soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI, qui devrait examiner la demande de la Tunisie en décembre 2022.

La partie tunisienne devra adopter une loi de finance complémentaire pour 2022 et la loi des finances pour l'année 2023. De même un consensus devra être réuni entre les différentes parties sur le détail des réformes convenues avec le FMI ce qui ne semble pas assuré notamment en ce qui concerne la compensation et les entreprises publiques

Le déblocage de la première tranche avec le FMI semble difficile à avoir lieu avant le début de 2023. Mais les progrès réalisés dans les négociations avec le FMI peuvent contribuer à mobiliser des ressources au niveau bilatéral et multilatéral. Il importe dans ce cadre d'entamer rapidement les démarches pour l'engagement de ces ressources.

8. Le secteur monétaire et financier

Les indicateurs monétaires, relatifs au 30 septembre 2022, sont marqués par le niveau de l'activité, et les tensions inflationnistes d'une part et par le schéma de financement du budget de l'Etat d'autre part.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une augmentation du refinancement de la BCT de l'ordre de 19.3% et les billets et monnaie en circulation progressent de 6.2%.

Les créances sur l'Etat sont marquées pratiquement par une stagnation de l'encours des bons de trésor- à court termes et assimilables- qui s'élève à 21 Milliards de dinars au 29 septembre 2022.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
30/09/2021	17 117	10 542	21 770	20 962	3.2900	2.8259
30/09/2022	18 192	12 575	21 950	23 368	3.2069	3.3087
Evolution en %	6.2	19.3	0.1	11.5	-0.25	17.1

D'importantes pressions sont attendues pour les prochains mois au niveau du budget de l'Etat compte tenu des contraintes additionnelles attendues suite à la hausse des prix du pétrole et du blé, engendrant d'importants besoins en emprunts ; les montants programmés, de l'ordre de 20 milliards de dinars seront révisés à la hausse (aux alentours de 25 Milliards de dinars) ce qui aurait des répercussions sur le système monétaire et financier.

Conclusion

Après les dégâts causés par la pandémie du Covid 19, la Tunisie subit l'effet des perturbations au niveau du commerce extérieur occasionnées par la guerre de la Russie en Ukraine et du ralentissement généralisé de la croissance de l'économie mondiale qui en résulte. L'investissement continue à être déprimé, ce qui rend difficile une reprise de la croissance permettant de retrouver le niveau du PIB d'avant la crise du Covid-19, avec des pressions continues au niveau du budget de l'Etat, des tensions inflationnistes qui sont de nature à accentuer les tensions sociales et l'explosion de la dette qui limite considérablement la marge de manœuvre pour toute intervention pour relancer la croissance.

La plus grande priorité c'est la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance. Ceci requiert la mise en œuvre de grandes réformes et des restructurations susceptibles de corriger les distorsions et libérer les énergies pour favoriser une relance sur des bases durables et inclusives.

Au niveau social, il importe de mettre en œuvre des programmes d'accompagnement sous forme notamment de mise en place de filets sociaux pour ceux qui perdent à court terme leur emploi ainsi que de renforcement des programmes de soutien en faveur des familles nécessiteuses.

Compte tenu du contexte politique et social actuel, il est primordial d'engager un dialogue national sur les grandes réformes et les restructurations et sur leur calendrier de réalisation afin de réunir les conditions de mise en œuvre et de succès.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture du 3^e trimestre